

Note de décryptage du Partenariat Français pour l'Eau
du 6ème rapport (AR6) du GIEC

Octobre 2021

Dossier thématique

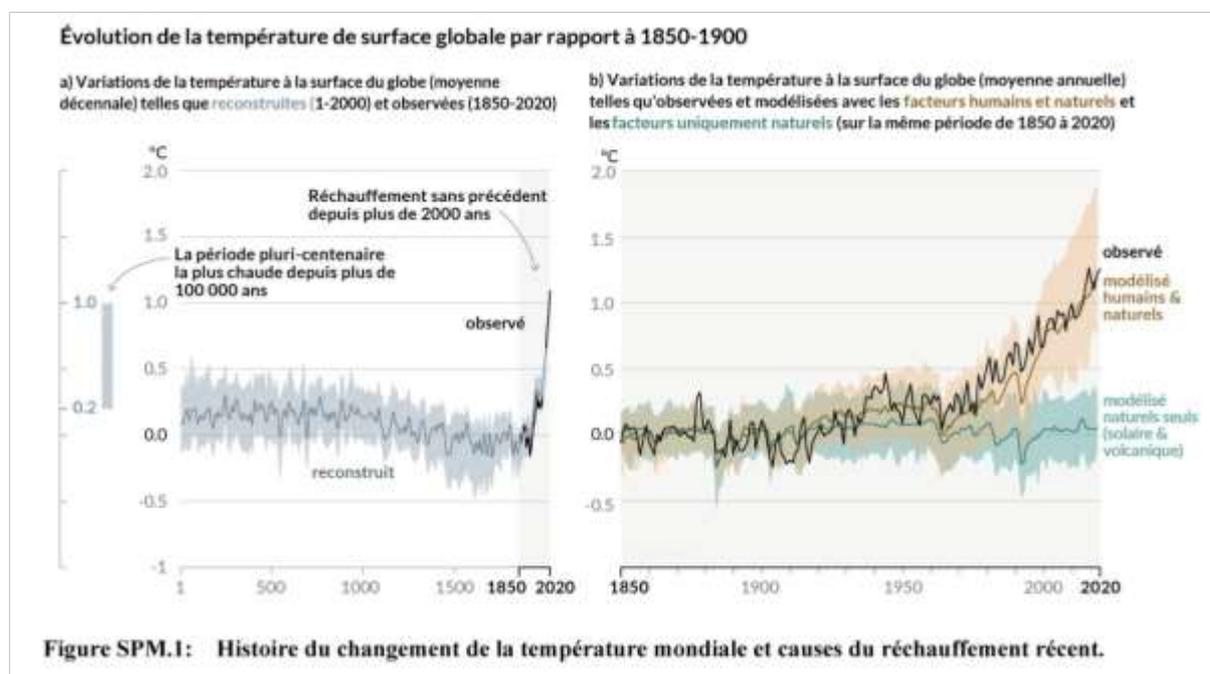
Partenariat Français pour l'Eau

Note de décryptage du 6ème rapport (AR6) du GIEC

LES CONSTATS

Le rapport AR6 du groupe de travail I du GIEC propose une mise à jour sur l'état des connaissances scientifiques et physiques du climat à partir de données de paléoclimatologie, d'observations, de compréhension des processus et simulations climatiques mondiales.

L'introduction indique que la situation continue de se dégrader, chaque décennie depuis 1850 étant plus chaude que la précédente. Les progrès des modèles de ce rapport AR6 prédisent **des élévations de températures d'environ 0,1°C par rapport aux modèles du précédent rapport AR5**. Nul doute désormais, les hausses observées de la concentration de gaz à effets de serre (GES) depuis environ 1750 sont causées par l'activité humaine, et ces concentrations de GES continuent d'augmenter dans l'atmosphère.



Graphiques traduits librement extraits de la version officielle du résumé pour les décideurs du dernier rapport du GIEC.

Nous avons déjà dépassé +1,2°C ; **+1,5°C sera atteint sûrement dès 2040**. L'objectif +2°C d'ici la fin du XXIème siècle est devenu bien hypothétique, l'impact anthropique est une certitude, de graves phénomènes irréversibles sont engagés (fonte des glaciers et montée du niveau des mers) et notre planète enregistre des fortes aggravations de perturbations (inondations ou les feux de forêts), qui sont maintenant avérées.

Tous les scénarios confirment une hausse supérieure à +1,5°C et à la fin du siècle probablement proche de +3°C (inférieure toutefois à +5°C, même dans les hypothèses pessimistes). Les scénarios SSP1-1,9 et SSP1-2,6, dits de développement durable, impliquent l'atteinte de la neutralité carbone dès 2050 par une sortie rapide de l'utilisation des énergies carbonées et une réduction nette des rejets de GES. Cette réduction serait envisageable grâce à un recours important aux puits de carbone. Une solution peu réaliste d'autant plus que la part de CO2 captée par les océans et les terres est amenée à baisser après 2050 avec la hausse des températures.

Toutefois, les hypothèses socio-économiques précises derrière ces scénarios ne sont pas examinées par ce rapport. Elles le seront dans le rapport du Groupe 3 du GIEC, à paraître en 2022.

Scénario	Court terme, 2021-2040		Moyen terme, 2041-2060		Long terme, 2081-2100	
	Meilleure estimation (°C)	Fourchette très probable (°C)	Meilleure estimation (°C)	Fourchette très probable (°C)	Meilleure estimation (°C)	Fourchette très probable (°C)
SSP1-1.9	1.5	1.2 à 1.7	1.6	1.2 à 2.0	1.4	1.0 à 1.8
SSP1-2.6	1.5	1.2 à 1.8	1.7	1.3 à 2.2	1.8	1.3 à 2.4
SSP2-4.5	1.5	1.2 à 1.8	2.0	1.6 à 2.5	2.7	2.1 à 3.5
SSP3-7.0	1.5	1.2 à 1.8	2.1	1.7 à 2.6	3.6	2.8 à 4.6
SSP5-8.5	1.6	1.3 à 1.9	2.4	1.9 à 3.0	4.4	3.3 à 5.7

« Le changement climatique affecte déjà toutes les régions de notre planète et chaque fraction de réchauffement supplémentaire affectera de plus en plus chaque région de multiples façons »

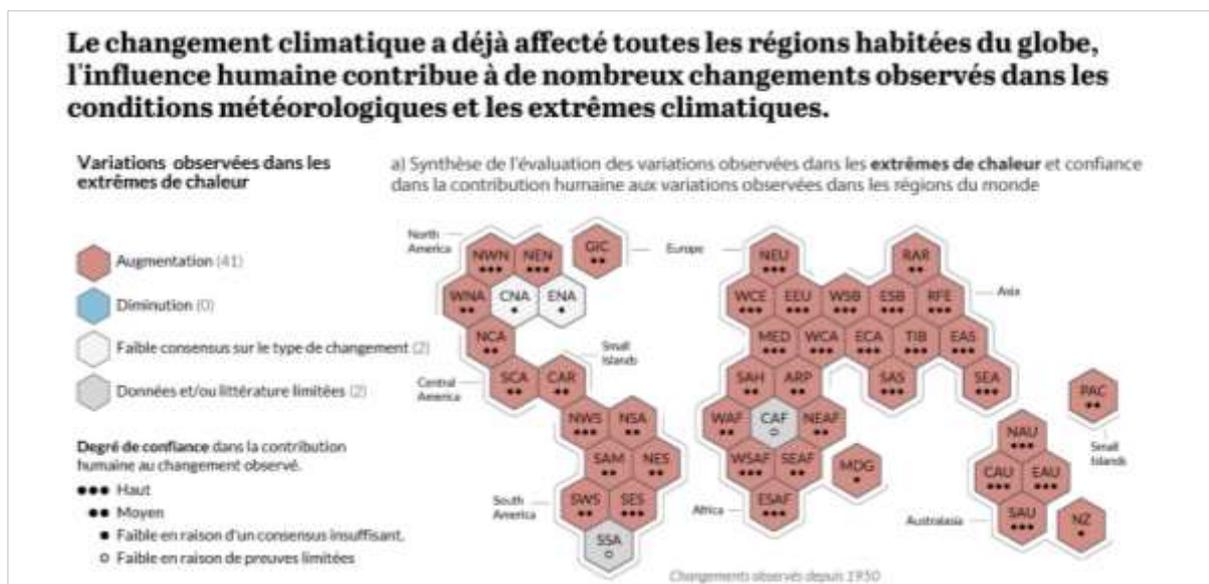
Valérie Masson Delmotte,
Co-présidente du Groupe I du GIEC
Conférence de presse du 01 septembre 2021

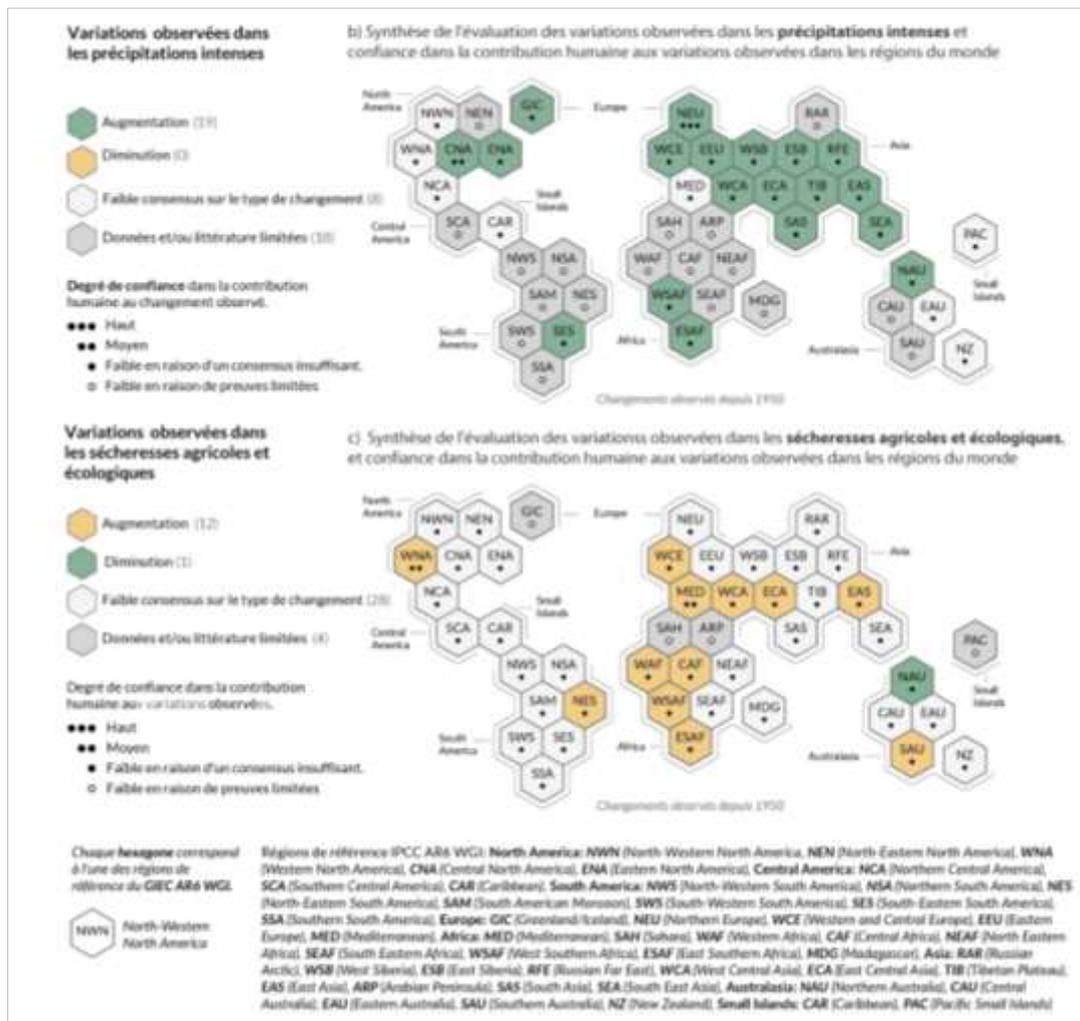


LES PREVISIONS REGIONALISEES :

Une innovation de ce rapport est la fourniture de données régionalisées des prévisions climatiques :

- **Effets de canicule** : les prévisions apparaissent généralisées et relativement sûres.
- **Pluies** : les prévisions font état d'un **accroissement des pluies intenses sur l'Europe et l'Asie**, avec semble-t-il de **fortes incertitudes sur le devenir des moussons** à cause des liens contradictoires entre les effets des polluants atmosphériques (qui renvoient la chaleur) et les effets des GES (qui stockent la chaleur).
- **Risques de sécheresses agricoles ou écologiques** : les prévisions pointent prioritairement la **zone méditerranéenne, le sud de l'Afrique, la Californie et le sud de l'Australie**. Le niveau de certitude sur ce point est qualifié de faible (manque de données ou absence de consensus).
- **Cyclones majeurs (Catégorie 5-6)** : Il est vraisemblable que leur proportion ait augmenté au cours des 40 dernières années et que ces cyclones tropicaux se déplacent plus au nord. Mais il y a un manque de données pour une expertise à long terme.





Le chapitre C du résumé pour les décideurs donne des informations sur **les risques et les adaptations régionales**.

- **C1** rappelle que les errements naturels du climat peuvent moduler les effets anthropiques à court terme et au niveau régional, mais ne changeront pas les évolutions à long terme. A titre d'exemple, une explosion volcanique de vaste ampleur ne changerait pas les évolutions dues à nos activités au-delà de 3 années.
- **C2** rappelle que les effets régionalisés peuvent être très différents, se traduisant par exemple par : des risques d'aggravation des inondations sur de vastes régions ; des phénomènes de sécheresse sur tous les continents, mais plus localisés ; un impact généralisé d'une hausse du niveau des mers ; etc.
- **C3** indique que des modifications plus profondes comme les risques de remise en cause de grands phénomènes tels que les courants marins dont le Gulf Stream pour l'Atlantique, ou plus gravement El Nino pour l'Asie et la côte Pacifique de l'Amérique, ainsi que le dégel du permafrost, ne peuvent pas être à ce jour évalués.

LE DECRYPTAGE PFE :

Ce chapitre “risques et adaptation” est loin de répondre à nos attentes. A ce stade, c'est dans le prochain rapport du groupe de travail n°2, prévu pour février 2022, qu'il aura vocation à être développé.

Au-delà des informations générales, il semble rester quelques points qui méritent un éclaircissement :

- **Pourquoi privilégier le scénario +1,5°C ?** Les contributions nationales déposées à ce jour par les pays signataires de l'Accord de Paris nous emmènent plutôt vers les scénarios moyens, voire pessimistes. **N'y aurait-il pas matière à mieux éclairer un scénario à +3°C qui semble assez probable ?**
- **Quelle crédibilité concernant la dynamique de la courbe des températures dans le scénario dit optimiste SSP1-1,9,** avec une baisse des températures à partir de 2050, pour revenir vers +1,5°C à la fin du siècle : nous nous interrogeons sur la pertinence de cette analyse, alors que les spécialistes nous ont fait part de la grande inertie du système météorologique. **La crédibilité des réductions de GES liée à ce scénario reste à expertiser.** En effet, comment concilier cette annonce rassurante avec d'autres affirmations du même rapport sur des mouvements irréversibles engagés concernant la fonte des glaces arctiques, l'élévation du niveau et l'acidification des océans ?

Quelle est la crédibilité d'une forte élévation de l'effet des puits de carbone ? Le rapport précise que la hausse des températures réduira l'effet puits de carbone des terres et que les océans, principaux puits de CO₂, ont atteint leur limite d'absorption. Par ailleurs, nous savons qu'aujourd'hui nous ne possédons pas les technologies nécessaires pour avoir une réduction des émissions de CO₂ (BECCS entre autres) dans les ordres de grandeur nécessaires (lire à ce sujet la publication du PFE, en partenariat avec EDF : « **Bioénergie, stockage géologique du carbone et ressources en eau. Enjeux, impacts et bonnes pratiques** ». [Téléchargez-là ici](#) .

Un lien devra être fait avec les ODD et la protection de la biodiversité. Le croisement devra être fait entre les scénarios de rejets de GES de ce rapport n°1 et les scénarios de développement et d'adaptation qui seront présentés dans les rapports n°2 et n°3 attendus pour juin 2022. Le problème démographique est une forte contrainte dès lors que l'atteinte des ODD pour une grande partie des populations pauvres ou nouvelles impliquera une hausse des consommations d'énergie pour la satisfaction des besoins dits essentiels (eau, santé, éducation, etc.) et une forte hausse de la production alimentaire qui passera vraisemblablement par un changement nécessaire des habitudes alimentaires, du changement des modes et des types de cultures, une modernisation de l'agriculture de nombreuses régions mobilisant des facteurs de production, contributeurs potentiels de GES (engrais notamment) ?

En conclusion :

L'urgence d'engager des stratégies d'atténuation plus offensives devra s'accompagner de programmes d'adaptation ciblés, pour tenir compte des contextes géographiques qui peuvent être très différents selon les régions et qui concernent très prioritairement le domaine de la gestion des eaux.

Certaines questions restent à ce jour sans réponse. Elles pourront être éclairées par le rapport du groupe n°2, attendu en février 2022, qui abordera les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité de la société et des écosystèmes au changement climatique, ainsi que par le rapport n°3, attendu pour mars 2022, sur les options d'actions en matière d'atténuation vis-à-vis de la baisse des émissions de GES. La synthèse des trois rapports sortira fin septembre 2022.

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) est la plateforme de référence des acteurs français de l'eau publics et privés, actifs à l'international. Le PFE porte depuis près de 15 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques de développement durable et favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays. Il élabore avec ses différents membres (Etat et établissements publics, collectivités, ONG, entreprises, instituts de recherche et de formation ainsi que des experts qualifiés) des messages collectifs pour l'eau, que le PFE porte dans différentes enceintes internationales telles que les Nations unies, **l'Union Européenne ou lors d'événements comme le Forum Mondial de l'Eau**, les Conventions climat et biodiversité, les Forums politiques de haut niveau sur le développement durable, la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm etc. partenariat-francais-eau.fr

Contacts presse :

Jean-Luc Redaud

Président du groupe de travail Eau et changements globaux et climatiques du PFE

jeanluc.redaud@gmail.com

06 14 02 38 64

Marie-Laure Vercambre

Directrice générale

marie-laure.vercambre@partenariat-francais-eau.fr

06 80 04 04 81

Camélia Moraru

Responsable communication

camelia.moraru@partenariat-francais-eau.fr

07 86 40 34 35